

Quel type de démocratie ?

La nouvelle Égypte retombe dans ses travers

Gabriele Habashi

Journaliste au Caire

Juste après la révolution, les Égyptiens étaient euphoriques. L'avenir promettait la démocratie à un pays qui avait vécu soixante ans d'oppression sous la férule militaire. Le peuple avait réussi à renverser le régime – du moins c'est ce qu'il croyait.

Après tout, Moubarak était parti et le CSFA (Conseil suprême des forces armées) avait promis de laisser le pouvoir à un gouvernement civil dans les six mois.

Avec un enthousiasme retrouvé, les Égyptiens ont commencé à fonder de nouveaux partis. Pourtant ils avaient dû attendre longtemps pour qu'une nouvelle loi sur la création de partis soit votée. Quand elle a enfin été promulguée, elle présentait beaucoup d'obstacles qui rendaient la mise en place d'un parti extrêmement difficile à moins de bénéficier de fonds financiers importants. Après leur expérience de révolution réussie, les gens se sont sentis capables d'avoir des exigences et ont exercé leurs droits à manifester. Ils sont descendus dans la rue pour des motifs divers – de meilleures conditions de travail, de meilleurs salaires, un changement politique –, toutes revendications qui s'imposaient.

Cependant ces actions furent loin de plaire au gouvernement par intérim. Bientôt les manifestations, les grèves et les mouvements de protestation furent interdits par une nouvelle loi mise en place par le CSFA. Les gens continuèrent à manifester. Ils réclamaient des poursuites judiciaires à l'encontre des représentants de l'ancien régime. Ils exigeaient une nouvelle constitution.

Ils attendaient un changement immédiat de gouvernement et voulaient que les ministres corrompus s'en aillent et que le Premier ministre soit destitué. Mais le CSFA semblait ne mettre en œuvre les nouvelles réformes politiques promises que sous la pression du public.

Pendant ce temps, les manifestants étaient calomniés dans les médias gouvernementaux à tel point que l'opinion publique se retournait contre eux. Après les semaines traumatisantes de la révolution et la dégringolade économique qui s'ensuivit, les gens désiraient retrouver une vie normale et ils accréditèrent facilement l'idée du CSFA selon lequel les manifestants retardaient toute évolution. La société qui avait été auparavant unie dans la révolution commença à se fissurer.

Quelques mois après la révolution, des manifestants se heurtèrent à la police. Vu que l'opinion publique s'était retournée contre les manifestants, le CSFA pensait que cela lui donnait le droit de réprimer sévèrement les opposants. Quelques exemples :

- Une manifestation de familles des martyrs de la révolution qui réclamaient les compensations promises tourna au bain de sang et se termina par un *sit-in* sur la place Tahrir.
- Après plusieurs attaques violentes contre les Chrétiens par des fanatiques musulmans, une manifestation à laquelle participaient principalement des Chrétiens fut réprimée violemment et beaucoup de gens furent tués.
- Suite à une manifestation de milliers de gens sur la place Tahrir, réclamant le départ du CSFA et le remplacement du Premier ministre, un petit groupe de gens resta rassemblé pour un *sit-in* dans le calme. C'étaient les familles de ceux qui avaient été tués dans les affrontements précédents, qui étaient soutenues par des jeunes gens d'un autre *sit-in* sur la place Tahrir. Le lendemain matin, ils furent traités brutalement, battus et chassés. Immédiatement la résistance se mit en place et un grand nombre de gens affluèrent Place Tahrir pour protester contre le ministre de l'Intérieur. Ils furent frappés, on tira sur eux à l'aveuglette et ils reçurent des gaz lacrymogènes et paralysants. Dès le mois de novembre, les affrontements s'étaient transformés en une guerre féroce entre les manifestants et les Forces armées.

Des émeutiers de la police et des voyous en civil employés par le ministre de l'Intérieur ainsi que la police militaire prirent part à ces affrontements. On ne fut pas surpris de voir l'armée se retourner contre la population. Ainsi on retrouvait « un état de fait normal ». Du temps de Moubarak, il était normal que l'État s'oppose au peuple. Maintenant c'était l'État contre les manifestants.

Bien que la violence brutale utilisée par le CSFA ait choqué pas mal de gens (qui étaient retournés Place Tahrir pour témoigner de leur solidarité), l'ensemble des gens n'était pas du côté des manifestants. Certains s'étaient désolidarisés à cause de la propagande des médias gouvernementaux. D'autres ne

voulaient plus continuer la révolution ; ils préféraient un état de paix même au prix d'une politique de répression. D'autres encore supportaient mal l'effondrement de l'économie. Ceux qui ne pouvaient même plus acheter de pain n'avaient que faire de nouvelles réformes politiques.

Et d'autres encore avaient été parfaitement heureux sous le régime de Moubarak et ils voulaient voir leurs droits rétablis. Le régime, ce n'était pas uniquement Moubarak et son clan. C'était tout un réseau de gens au pouvoir. Et ces derniers constituaient toujours la structure politique du pouvoir, même si certains avaient été limogés ou si d'autres avaient été contraints de se tenir tranquilles pendant un temps. Mais surtout les structures et les fonctions étaient toujours en place.

Le CSFA par exemple comprend toujours un groupe de copains de Moubarak ; ils avaient tous servi fidèlement dans le commandement de l'armée sous l'ancien président.

Les décideurs politiques dans les ministères sont encore au pouvoir et les places laissées par ceux qui ont dû partir rapidement ont été pourvues par d'autres vétérans.

Le Premier ministre El Ghanzouri, choisi par le CSFA, avait été ministre du Plan et Premier ministre du temps de Moubarak.

Le ministre de la Coopération Internationale, Fayza Abo Naga, fait toujours partie du gouvernement depuis l'époque de Moubarak. Bien sûr certains postes ont été occupés par de nouveaux venus avec un réel désir de démocratie et de justice. Cependant certains ont déjà abandonné leurs postes, tel le nouveau ministre de la Culture, qui a démissionné pendant les affrontements sanglants entre les manifestants et le CSFA en octobre, ne voulant pas participer au pouvoir sous un régime injuste.

Le candidat à la présidence El Baradei avait justifié sa démission de façon analogue en ne voyant aucune possibilité de mettre en place de réelles structures démocratiques pour l'avenir tant que le futur rôle du CSFA n'aurait pas été défini de façon claire.

Le CSFA a essayé de montrer son intention de conduire l'Égypte vers la démocratie en organisant des élections législatives à la fin de 2011.

Bien sûr la législation et la réorganisation des circonscriptions ainsi que le peu de temps pour la préparation ont empêché beaucoup de nouveaux partis de prendre part au processus électoral, notamment les partis qui représentaient les intérêts des plus modestes.

Beaucoup de groupements politiques avaient vécu dans l'ombre et ceci conduisit à d'importantes divergences entre les différents points de vue sur la révolution et, du même coup, à un éclatement surprenant de la scène politique. Des partis avaient émergé allant de l'extrême gauche à l'extrême droite mais seuls les partis déjà installés et ceux qui avaient les moyens financiers réussirent à se faire prendre en compte à temps pour les élections.

Les islamistes – les Frères musulmans et les salafistes – avaient réussi à s’organiser à temps et à mettre en place leur campagne électorale avec des candidats dans la plupart des circonscriptions. Seuls deux partis de gauche réussirent à se former (l’un étant un nouveau parti et l’autre un ancien parti plus libéral qu’à gauche), mais la gauche se trouva dans l’incapacité de présenter beaucoup de candidats aux élections ¹.

Un tiers des sièges à l’assemblée furent pourvus au scrutin direct et les deux autres tiers au scrutin proportionnel de liste. Les Frères musulmans, en essayant d’obtenir l’essentiel des votes, négocièrent avec d’autres partis pour faire des listes communes afin d’obtenir davantage de voix. Seul l’ancien parti de gauche en place accepta le marchandage, perdant ainsi toute crédibilité auprès des nouveaux partis de gauche. Tous les autres partis de gauche décidèrent de s’allier pour les élections afin de placer certains candidats sur les listes et d’obtenir des sièges au parlement.

De nombreux Égyptiens se rendirent aux urnes pour les élections législatives. Le CSFA avait décidé que la non-participation au vote serait sévèrement sanctionnée et beaucoup de gens se rendirent aux urnes uniquement par peur de devoir payer une amende. L’intérêt général dans le processus démocratique de vote avait déjà été bafoué. Le système électoral en Égypte est très compliqué. Bien que les différents médias aient fait de leur mieux pour essayer d’expliquer le système à l’avance, la plupart des électeurs ne l’avaient pas réellement compris.

Cela donna l’occasion aux Frères musulmans toujours présents sur la scène d’aider les électeurs à trouver « leurs candidats ». Les élections libres ne le furent pas vraiment. Et la fraude ne fut pas totalement absente non plus.

Pourtant après les élections il y eut de nouveaux débats à l’Assemblée et les gens espéraient y trouver leur compte. Les débats parlementaires furent diffusés en direct à la télévision et eurent une forte audience. Les gens avaient acquis une conscience politique. Certains essayèrent d’attirer l’attention de l’Assemblée en organisant des marches à travers Le Caire jusqu’au Parlement en mettant en avant certaines revendications mais cela ne fut pas du tout apprécié. Des affrontements virent le jour çà et là entre les forces armées (parfois soutenues par les Frères musulmans) et les manifestants.

Certains incidents furent particulièrement violents lors des manifestations et des mouvements de protestation car les Forces Armées utilisèrent leurs armes contre des civils qui n’étaient pas armés. Le portrait d’une femme en soutien-gorge bleu battue et recevant des coups de pieds de la part de soldats a fait le tour du monde. Les gens en avaient assez du CSFA. Le 25 janvier, jour du premier anniversaire de la révolution, des millions de gens redescendirent dans la rue en marchant vers la place Tahrir et en scandant « À bas le CSFA ».

Trois jours plus tard le pays se retrouva en état de choc après les émeutes lors du match de football à Port Saïd où l’on raconte que des supporters dé-

chaînés s'étaient battus les uns contre les autres, ce qui provoqua une centaine de morts. Peu après, on apprit que l'émeute avait été fomentée par le ministère de l'Intérieur qui avait donné des armes à des voyous pour qu'ils s'infiltrèrent dans la foule. C'était le coup de massue. Le CSFA avait perdu tout droit au pouvoir. L'opinion publique lui demanda de démissionner. Pendant un certain temps après cet événement sanglant, le CSFA nia toute participation en alléguant que la responsabilité en incombait à un tiers totalement inconnu. Cependant personne ne pouvait croire que le pouvoir suprême était à ce point aveugle et impuissant devant tous ces événements.

Il devint évident que le CSFA était prêt à utiliser tous moyens, légaux ou illégaux, pour rester au pouvoir en utilisant soit des moyens démocratiques soit une véritable oppression pour atteindre son but. D'une façon ou d'une autre la révolution n'a rien changé. Le pouvoir est prêt à tout pour se maintenir de force. Le CSFA n'a pas encore explicité son futur rôle une fois qu'un président aura été élu (ce qui doit avoir lieu au mois de mai) ². Et l'on n'a pas non plus résolu le problème de la nouvelle constitution.

Il y a beaucoup de débats publics autour de ces questions mais la décision finale sera prise par le CSFA. Au parlement, les Frères musulmans ont démontré leur volonté évidente de coopérer avec le CSFA sur les points essentiels, et les deux partis tirent profit de cette coopération. La vie quotidienne n'a pas beaucoup changé en Égypte. Les pauvres continuent à être pauvres et à s'appauvrir de jour en jour et les riches continuent à être riches et à accaparer le pouvoir et les richesses. Les réseaux qui garantissent le *statu quo* sont intacts et beaucoup d'anciennes personnalités politiques réapparaissent.

Les premières expériences de démocratie, comme les élections libres, n'ont pas changé grand-chose au quotidien pour les gens. La seule chose qui a réellement changé c'est que les gens ont maintenant le droit de s'exprimer. Ils ont une conscience politique. Il se pourrait qu'ils s'inclinent sous la pression mais, pour finir, ils exigeront leur liberté et leurs droits démocratiques.

Un autre point qui a changé, c'est que les gens croient au rassemblement des forces. Cela se voit dans les tentatives pour implanter la démocratie à tous les niveaux de la société.

Il y a des exemples d'initiatives pour réorganiser des entreprises ou des institutions avec des représentants des ouvriers ou des employés ; il y a des dizaines de nouveaux syndicats en compétition avec les anciens et il y a des mouvements populaires où l'on trouve surtout de jeunes gens idéalistes qui essaient de réformer la société en mettant en place des répartitions justes pour la distribution du pain et du gaz ou en gérant l'organisation de la vie des collectivités.

C'est une nouvelle opportunité d'œuvrer pour les jeunes partis de gauche qui se préparent pour la prochaine législature. Avec un peu de chance, d'ici là, ils auront uni leurs forces et auront installé la gauche comme une alternative valable dans la sphère politique.

Pour la législature en cours, le peuple a choisi les islamistes. Si ces derniers ne réussissent pas à intégrer les différentes couches de la société et à atteindre une certaine justice sociale, il se pourrait que la gauche donne au peuple une vision plus claire et lui offre une alternative socio-économique et des solutions politiques.

La « révolution » a eu lieu parce que les Égyptiens en avaient assez de la répression, de la corruption et du désespoir. Cependant la place du peuple dans la société n'a pas changé et la réalité politique est pratiquement identique sous l'apparence d'une démocratie.

« Pain, Liberté et Justice Sociale » étaient les slogans de la révolution et ils demeurent une promesse non tenue. ■

Note

- 1) Les partis de gauche ont pris conscience qu'ils devaient s'unir. Aujourd'hui (en mars 2012) deux partis de gauche essaient de s'unir. Les négociations ont commencé mais elles n'ont pas encore abouti.
- 2) Le 24 juin 2012, Mohamed Morsi, candidat des Frères Musulmans, a été déclaré élu président de la République, avec 51,73 %. Le Conseil Suprême des Forces Armées conserve de vastes prérogatives.